

Kigali, 7 – 12 décembre 2015

## CAS PRATIQUE

### Contexte

La République démocratique du Southeros s'étend sur une superficie de 547.274 km<sup>2</sup>. Etat à littoral, il est délimité au Nord par le Northeros. A l'ouest se dresse la Fédération Occidentale. Cet Etat partage comme frontière naturelle avec le Southeros une longue chaîne de montagnes. A l'est se trouve l'Etat de l'Esteros. Enfin, au sud s'étend la Mer pacifique.

Historiquement, le Southeros de même que tous ses voisins, à l'exception de l'Esteros, est une ancienne colonie forlandaise. Pour rappel, depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, plusieurs compagnies commerciales du Fortland y avaient installé des comptoirs commerciaux avant que, formellement, le territoire ne devienne un protectorat forlandais à la suite d'un accord signé entre cette puissance et le chef de la principale tribu locale, accord intervenu à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Le statut de territoire protégé qui dura près d'un siècle, s'était, en fait, mué en une véritable situation de colonisation. Cependant, suite à un vaste mouvement indépendantiste interne soutenu également par la communauté internationale, le Southeros accéda à la souveraineté internationale le 3 janvier 1998 à la suite d'un référendum d'autodétermination.

Du point de vue démographique, le Southeros est peuplé de seize millions d'habitants répartis dans une soixantaine de tribus. Chacune de ces tribus se reconnaît, néanmoins, dans l'un des trois grands groupes ethniques du pays. Il s'agit des Samoa, groupe le plus important occupant principalement le centre du pays, des Gamara logés à l'ouest et enfin des Foula, groupe ethnique minoritaire au Southeros mais présente dans tous les autres Etats de la région.

Durant la période dite de protectorat (de fait, coloniale), le Fortland mit en œuvre la politique de « diviser pour mieux régner ». Ainsi le groupe ethnique des Samoa, avait pendant longtemps bénéficié d'un ensemble varié de privilèges de la part de l'administration coloniale. On y recrute donc un nombre important de commis de l'administration ainsi que de membres de force de défense et de sécurité. La grande majorité de ce groupe pratique toutefois l'agriculture à titre de profession habituelle. Considéré comme culturellement rebelle, le groupe des Gamara avait constamment subi, durant toute cette période, une discrimination insidieuse se manifestant sous diverses formes. Quant au groupe Foula, il est connu et reconnu comme un groupe nomade. Il est vrai que la plupart de ses membres sont, depuis des temps immémoriaux, de grands éleveurs. Cet état de fait explique leur dissémination dans toute la région. L'activité pastorale étant intimement liée à la recherche de généreux pâturages, les éleveurs Foula se déplacent d'une zone de pâturage à l'autre sans jamais tenir compte des frontières étatiques. N'empêche cependant que certains d'entre eux se soient reconvertis depuis quelques dizaines d'années au commerce, ce qui en fait de plus en plus des sédentaires dans l'Est du pays.

Du point de vue économique, l'activité principale au Southeros est l'agriculture. Il faut dire que les Samoa sont connus pour être de grands agriculteurs. Si le climat dans le centre du pays qu'ils occupent n'est guère favorable à la culture de certains types de céréales, le petit mil et le niébé y poussent très bien de sorte que c'est cette région qui en assure toute la production nationale. De plus, durant ces dernières décennies, plusieurs membres de l'ethnie se sont déplacés vers des zones nettement plus fertiles de l'ouest et du Sud au point où l'ouest du pays est de nos jours considéré comme le grenier national. Cela s'explique également par le fait que si les Gamara, habitant de l'ouest, pratiquaient plus la pêche, la présence de plus en plus fréquentes de grands chalutiers sur les côtes southerosaises a fini par contraindre bon nombre des membres de ce groupe à une reconversion à l'agriculture. Depuis peu, l'activité agricole du pays a connu une certaine modernisation et une plus grande diversification. D'une agriculture de subsistance, elle est passée à une activité plutôt moderne avec notamment une abondante culture de coton. Le pays est donc passé dernièrement premier exportateur de coton de la région.

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

Au plan politique, c'est sans grande surprise qu'à son accession à l'indépendance, le Southeros fut dirigé par le Médecin colonel Fred Mania. Originaire de l'ethnie Foula, ce héros de la lutte historique pour l'indépendance faisait partie de quelques rares privilégiés de son groupe ethnique à bénéficier d'une scolarisation sous la période coloniale. Brillant élève, c'est tout logiquement qu'après ses études secondaires, il obtint une bourse pour poursuivre un cycle universitaire au Fortland.

Bien qu'issue de l'ethnie minoritaire des Foula, cet homme dont on chantait le caractère intrépide et courageux avait fini par créer une unanimité autour de sa personne. Etant l'un des rares diplômés à être retournés au pays après ses études en Fortland, il était considéré comme le digne fils du pays, celui qui avait restauré au peuple sa dignité longtemps perdue. Cette prestigieuse image lui a, au fil du temps, valu le sobriquet de "Président fondateur".

### **L'espoir des premières années d'indépendance**

Dès la proclamation de l'indépendance du Southeros, le Président Fred Mania a annoncé, dans un discours à la Nation, les grands axes du programme de société qu'il entend mettre en œuvre pour le développement intégrale de la Nation. Ce Programme fut consigné dans un document appelé « Plan quinquennal pour une société de progrès et d'espérance » (PQSPE). Celui-ci est vulgarisé dans les trois principales langues du pays. Une des dimensions spécifiques du programme consistant dans la mise en valeur d'immenses ressources minières dont regorge la côte maritime du pays. Ainsi, les mois qui suivirent l'indépendance du Southeros sont-ils marqués pas une véritable euphorie collective entretenue par les promesses souvent – il faut bien l'avouer – démagogiques faites par Président Fondateur (PF).

Pour mettre en pratique son programme politique, avec l'aval de l'Assemblée des représentants du peuple (équivalent de l'assemblée nationale), le PF décida de contracter d'immenses dettes auprès d'institutions financières internationales. Cet argent devrait, disait-il, servir non seulement à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles mais aussi à une plus grande modernisation de l'agriculture ainsi qu'une industrialisation du pays. Un programme agricole spécial avait été mis en œuvre pour booster la production cotonnière nationale. Dans cette optique, étant donné que l'essentiel des terres arables et fertiles du pays se trouve à l'ouest, un important nombre de travailleurs de l'ethnie Samoa se déplaça dans cette partie pour la mise en valeur de la terre, encouragée en cela par la politique de subvention des agriculteurs pratiquée par le gouvernement. En l'espace de cinq ans, la production cotonnière se multiplia par dix. Le pays passa au rang de premier producteur de la région. Le coût très intéressant du coton sur le marché international contribua ainsi à faire de cette activité une des premières sources de prospérité du pays.

### **L'apparition des difficultés économiques : juste de simples maladies infantiles ?**

On peut aisément l'imaginer, la première décennie d'indépendance du Southeros fut relativement encourageante. L'économie du pays se porte plutôt bien. Malheureusement, les fruits de cette belle croissance ne sont pas équitablement répartis au sein de la population. Si pendant la première moitié de cette période, les populations ont toujours considéré qu'il fallait encore attendre – conformément à la célèbre phrase du PF: « il y a un temps pour semer et un temps pour récolter » – pour pouvoir jouir des fruits du travail, l'attente commençait à se faire longue. Bien que les salaires de fonctionnaires soient payés à bonne date, c'est peu dire que ceux-ci sont très maigres et les promesses d'augmentation n'ont jamais été satisfaites. Sur un autre plan, la chute vertigineuse du coût du coton sur le marché mondial combinée avec la rude concurrence d'autres pays de la région qui en produisent également, a fini par réduire considérablement les revenus tirés de cette matière ; ce qui s'est fortement ressenti dans la vie des cotonculteurs. De plus, le remboursement de la dette contractée il y a cinq années occupait désormais une importante ligne dans le budget national. L'économie nationale connaissait ainsi une véritable phase de turbulence.

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

De même, la grogne sociale se fait de plus en plus sentir sur la question du train de vie de l'Etat. Les hauts responsables du régime sont depuis ces dernières années accusés de corruption de détournements de deniers publics. Il se raconte même partout dans le pays que plusieurs d'entre eux possèderaient des propriétés immobilières de grande valeur au Fortland où ils passeraient avec leurs familles de vacances dorées.

Plusieurs organisations invitent à des marches pacifiques pour dénoncer la cherté de la vie et demander non seulement des augmentations des salaires mais aussi des mesures sociales fortes pour atténuer les effets de la crise qui s'approfondit. Interrogé lors d'un de ces récents voyages à l'étranger sur les troubles dans son pays, le PF n'hésita pas à affirmer qu'il ne s'agit là que de simples maladies infantiles pour un Etat comme le Southeros qui vient de naître.

### **Persistance de la crise et repli identitaire chez les Gamara**

Depuis l'arrivée massive des travailleurs de l'ethnie Samoa dans la partie ouest et sud du pays occupé par les Gamara, une certaine grogne voit le jour, mais jamais elle n'alla au-delà de simples tensions. De tradition pêcheurs, une grande partie de la population Gamara s'était reconvertie à l'agriculture du fait de la présence de chalutiers étrangers qui pratiquent la pêche industrielle sur les côtes. Les subventions accordées, après les premières années d'indépendance, aux agriculteurs avaient facilité cette reconversion. Tant que cette nouvelle situation apportait un revenu suffisant aux habitants de la province, la présence de cultivateurs Samoa venus du centre du pays ne dérangeait guère. Mais depuis que le gouvernement a considérablement diminué voire, simplement suspendu ses subventions, le coton ne se vend plus cher sur le marché international. Un regain de communautarisme gagna la région. Plusieurs leaders d'opinion qui en sont originaires pointent du doigt la présence des Samoa comme la source de leur malheur. De même, ils s'offusquent contre la politique gouvernementale consistant à accorder des licences de pêche, ce qui selon eux, contribue à les priver de l'exercice de leur principale activité génératrice de revenus.

### **Le mécontentement se précise et prend une forme revendicative**

Depuis le début de l'année 2012, plusieurs manifestations contre la cherté de la vie sont organisées dans l'ensemble du pays. Des rencontres gouvernement/syndicats sont souvent tenues. Le gouvernement promet de prendre de mesures fortes pour soulager les difficultés économiques que connaît l'ensemble des habitants du pays. Le mouvement syndical décide d'observer une trêve en attendant de voir la mise en œuvre effective de mesures décidées.

Pourtant dans la province ouest, on assiste à une radicalisation des positions. Les membres de l'ethnie Samoa ne se sentent plus en sécurité. Hormis le discours, il n'y a toutefois pas d'acte concret de violence à leur égard. C'est dans un climat de plus en plus délétère que le 26 juin 2012 voit le jour l'Association pour la défense des intérêts du Grand ouest (ADIGO). L'ADIGO se dote conformément à la loi sur les associations, d'un récépissé auprès du Ministère de l'intérieur. Ses Statut et règlement intérieur prévoient, en substance, qu'il s'agit d'un mouvement de la société civile qui se veut un cadre de promotion de la province mais aussi un espace de rencontre entre ses fils et filles.

Très vite pourtant, les leaders de l'ADIGO appellent les « authentiques fils et filles de la région » à des manifestations régulières. Le 10 juillet 2012, elle organise une manifestation qui rassemble des milliers de personnes. Elle réclame de l'Etat que toutes les terres soient rendues aux autochtones et qu'un statut particulier d'autonomie soit conféré à la région. Les manifestations ne rassemblent que des membres de l'ethnie Gamara et laissent bien souvent place à des actes de violence et de vandalisme. Les symboles de l'Etat sont systématiquement visés par des manifestants enragés. Ces derniers s'en prennent aux commissariats de police dont les agents sont littéralement passés à tabac, et aux véhicules de l'Etat qui sont purement et simplement incendiés. Bien qu'usant de gaz lacrymogène, de citernes dotés de canaux à eaux ainsi que de balles en caoutchouc, les forces de police du Southeros éprouvent de plus en plus de

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

difficultés à contenir les manifestants armés de lance-pierres, de cocktail Molotov et de liquides inflammables servant à leur œuvre pyromane.

Le 27 août 2012, lors de l'un des plus grands rassemblements du mouvement, la violence atteint son comble. La police gouvernementale est débordée ; elle fait appel à l'armée pour mâter les manifestants. Plusieurs centaines de personnes sont l'objet d'arrestation. Elles sont confinées dans des centres de détentions. Elles y attendent pendant plus d'une semaine sans passer devant un juge ni avoir la possibilité de discuter avec des avocats. Entre temps, le 13 août, un décret pris en Conseil de ministre annonçait que le Southeros, considérant la situation de crise persistante dans le pays, dérogeait à l'ensemble de ses obligations international au titre des instruments de protection des droits de l'homme. La témérité des manifestants n'est pourtant pas entamée ; toute la province est embrasée.

### **La radicalisation du mouvement...**

C'est dans ce contexte que le 11 septembre 2012, un mouvement armé fait surface. A travers une déclaration faite sur une chaîne de radio privée, le Mouvement Patriotique pour Indépendance du Grand Ouest (MPIGO) affirme être la branche armée de l'AGIDO. Son comité central est composé d'un général de l'armée régulière à la retraite depuis deux ans, et de quatre lieutenants colonels ayant déserté l'armée gouvernementale. Ils sont tous membres de l'ethnie Gamara. Le Mouvement est dirigé par le Général Mory Marfa. Il installe son QG dans la ville de Bama, frontalière à la Fédération Occidentale. Dès la fin du mois de septembre, le MPIGO se met à l'œuvre en délogeant les représentants civils et militaires des autorités fédérales de plusieurs localités et chefs-lieux de la Province. Le Mouvement est composé d'environ 1200 hommes sous le commandement du général Mory Marfa qui instaure une discipline de fer dans ses rangs conduisant ainsi le groupe à mener de redoutables attaques contre les forces gouvernementales dans toute la Province. Ainsi, ces dernières étaient-elles obligées de revoir considérablement à la hausse les effectifs prenant part aux combats. De plus, une chaîne de commandement est instaurée au sein du groupe avec la nomination de commandants de zones. Certains quotidiens d'informations dévoilent même l'existence d'un système affiné de recrutement. Des fusils d'assauts AK47, des chars de combats, des mitraillettes, des obus de grande portée. Il semblerait que l'ensemble de ces armes ait été acheminé par un canal bien organisé d'approvisionnement. Le groupe marque des avancées, depuis bientôt près de trois mois il contrôle la quasi-totalité de la région, ce qui équivaut à la moitié du territoire national. Les autorités publiques et les forces gouvernementales sont mises en déroute. Selon la délégation régionale du CICR, les combats auraient entraînés un nombre important de déplacés internes. Au vu de l'escalade de la violence, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU/NU), à travers une déclaration de son Président appelle à un cessez le feu immédiat tout en réaffirmant avec force les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale du Southeros.

### **La riposte des forces armées nationales**

Après ce qu'on pourrait qualifier de débâcle de l'armée nationale, le Chef de l'Etat, convoque d'urgence un conseil national de sécurité. Le 2 octobre 2012, le Chef d'Etat-major des armées après une revue des troupes annonce l'opération Ninja. Elle sera coordonnée par le colonel Wassa Wassa. Dès le 7 décembre, des forces southerosaises, notamment des unités blindées et un soutien aérien, attaquent simultanément plusieurs postes dans la région ouest occupée par le MPIGO. Un rapport d'Initiatives pour la Paix et les Droits humains (IPDH), une ONG présente dans la région, conclut qu'un grand nombre de civils, y compris des dizaines de femmes et d'enfants, auraient été déplacés du fait des combats. De nombreux rapports réalisés par des organes et des agences des Nations Unies fournissent des informations sur l'échelle et la portée des opérations policières et militaires gouvernementales. La force de frappe de l'armée régulière contraint le MPIGO à se retrancher dans l'extrême ouest du pays. Certains médias affirment même que ces principaux responsables se seraient retirés dans la Confédération Occidentale voisine.

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

Malgré les revers subis par le MPIGO, celui-ci ne désarme pas. Bien au contraire, il arrive à travers des incursions ciblées à contrer l'adversaire. Dans sa retraite également, le Mouvement commettrait des exactions sur les civils d'ethnie Samoa. Certains d'entre eux ayant été dernièrement utilisés comme bouclier humains pour empêcher des attaques de l'armée nationale.

Les deux protagonistes se tiennent en respect depuis quelques mois. Le Conseil de sécurité des NU appelle de nouveau les parties au dialogue. Un cessez-le-feu est imposé mais est très constamment violé par chacune des deux parties.

### **Un soutien extérieur ?**

Les difficultés qu'éprouvent les forces armées nationales à en finir avec le MPIGO, alimente depuis plusieurs mois la polémique sur fond d'accusation de la Confédération Orientale. Selon le Ministre de la défense du Southeros, le MPIGO aurait sa base arrière dans cet Etat. Suivant un rapport d'experts, commandité par l'Organisation sous régionale pour la coopération et la paix (OCP), Organisation intergouvernementale réunissant les Etats de la région, le MPIGO, depuis sa création, reçoit discrètement un soutien logistique (treillis, bottes, Jeeps, armes, *etc.*) du gouvernement de la Fédération Occidentale. Ce rapport n'a pourtant pas été rendu officiel en raison du refus de l'expert nommé par la Fédération d'y apposer sa signature. Les autres experts ne se sont pas empêchés de dévoiler pourtant à certains organes de presse, le contenu du rapport. Dans un entretien accordé à une chaîne internationale de télévision, l'un des auteurs de ce rapport soutient que ce sont des experts militaires de la Fédération Occidentale qui assurent la formation des troupes du MPIGO en plus du fait que des officiers militaires de la même armée superviseraient la plupart des actions militaires du groupe.

### **L'intervention de la Communauté internationale, le cessez-le-feu, et l'organisation de l'élection présidentielle**

Nous sommes en novembre 2012. Face à la situation d'impasse que connaît le pays, des discussions ont lieu entre les principaux protagonistes sous la supervision de la communauté internationale. Les sanctions ciblées adoptées par le Conseil de sécurité portant sur le gel des avoirs de certains leaders du MPIGO ainsi que des leaders gouvernementaux semblent avoir eu pour conséquence de ramollir quelque peu les positions. Les protagonistes acceptent de s'asseoir sur la table des négociations. Un accord politique global est adopté. Le plan de désarmement du MPIGO et le redéploiement de l'administration est en cours. Les élections sont également prévues pour le 03 juin 2013.

Plusieurs candidats dont le Président Fred Mania sont en lice. Ce dernier assure lors de la campagne électorale qu'il remportera les élections haut la main et ce, dès le premier tour. A l'issue de celui-ci cependant, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) annonce les résultats. Le Président Fred Mania se retrouve avec 38% des voix. Son poursuivant immédiat, M. Askia Mala s'en tire avec 34%. En effet M. Askia est un riche opérateur économique, originaire du Grand ouest et membre de l'ethnie Gamara. Lui qui avait fait ses débuts dans une multinationale de la pêche a la réputation d'être un grand travailleur, susceptible d'attirer des opérateurs économiques au Southeros au travers de ses larges réseaux à l'international. C'est d'ailleurs l'atout principal sur lequel il a battu campagne. Toutefois, on le disait aussi, dès le début de la crise, très proche de la direction politique du MPIGO. Certains n'hésitent même plus à la qualifier de parrain du mouvement. En tout état de cause, il a investi beaucoup d'argent dans cette campagne électorale et a laissé entendre qu'il n'avait jamais soutenu le MPIGO et qu'il a toujours été un farouche partisan de l'unité nationale.

Les autres formations politiques dans leur écrasante majorité appelle à voter pour M. Askia au second tour. Elles fustigent, toutes, le Président sortant en dénonçant la corruption endémique et le copinage qui avaient fini, selon elles, par être érigés en système de gouvernement sous son régime. Le second tour a lieu le 20 juillet 2013.



**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

Dès 19h, depuis son QG de campagne, M. Askia déclare avoir remporté les élections avec 54% des suffrages exprimés. Le camp adverse, de son côté, annonce lui aussi sa victoire. La tension monte et la CENI tarde à publier les résultats. Elle finit par se prononcer en faveur de M. Askia qui aurait obtenu 51% des suffrages. Le camp du Président Mania se refuse à reconnaître ces résultats. Le représentant de l'OCP présente sur les lieux certifie les résultats délivrés par la CENI. La communauté internationale, également, semble se rallier à cette position. Le camp présidentiel crie à la fraude et exige le recomptage des voix. Très vite, la situation s'embrase et le MPIGO, qui avait soutenu clairement le candidat ASKIA annonce un assaut depuis l'ouest du pays sur la présidence afin de libéré définitivement, selon lui, le pays.

### **L'assaut final contre le Président Fred Mania**

Dès le 23 juillet, le MPIGO décide d'en découdre avec le Président Fred Mania en recourant à la force et ses responsables affirment réunir désormais les forces armées nationales. Pourtant, la plupart des membres de l'armée régulière sont restés fidèles au Président sortant en dépit d'un appel lancé par M. Askia. A ceux-là s'ajoute l'écrasante majorité des membres de l'ethnie Gamo qui du fait de leur hostilité au MPIGO avait totalement pris fait et cause pour le Président sortant. Or, depuis son QG, le mouvement annonce une attaque imminente. Ses chefs militaires qui n'avaient jamais véritablement consenti au désarmement battent le rappel de troupes. A partir du 27 juillet, une attaque est lancée depuis la ville frontalière de Bama à l'extrême ouest du pays. Selon le Lieutenant Mourou, chef de guerre attitré du Mouvement (mercenaire ayant combattu dans plusieurs Etats voisin) et chargé de la coordination militaire de l'opération, il faut briser par tout moyen la résistance des pro-Fred Mania.

Très vite, le Lieutenant Mourou organise ses troupes ; il est réputé être un chef militaire craint des soldats. Il met en place un système de communication ultra efficace avec les hommes sur le terrain. La plupart de ses hommes disposent en permanence de talkie-walkie. De plus, le Lieutenant n'est jamais loin du théâtre d'opération. Il suit l'avancée des troupes et est informé de tout. Le mouvement progresse sans aucune résistance dans l'ouest du pays. Lorsqu'il gagne les localités contrôlées par les forces gouvernementales, il sévit et balaie tout sur son passage. Ces dernières sont en fuite. La population civile n'est pas épargnée surtout lorsqu'elle est réputée soutenir le président Fred. L'avancée du groupe et les multiples violations de droits humains ainsi que du droit humanitaire commises à l'égard des civils inquiètent. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme dénoncent des exactions commises contre des civils notamment d'ethnie Samoa. Le village de Loma, situé au plein centre du pays, un des villages totalement acquis à la cause du Président Fred dont le chef se vantait récemment d'avoir réalisé un score de 100% en faveur de son candidat Fred Mania dans son village, en a fait les frais. Le lieutenant avait particulièrement une dent contre les Samoa qu'il trouvait non seulement à la solde de Fred Mania mais il les accusait aussi de révéler ses positions à l'adversaire. C'est une scène d'horreur que les hommes du Lieutenant Mourou ont laissé à Loma après leur passage. Entrés dans la ville le 5 août aux environs de 4h du matin, les hommes du Lieutenant, l'assiège durant deux jours. Ils séparent systématiquement les hommes des femmes. Un millier d'hommes sans armes sont exécutés sans autre forme de procès. Quant aux femmes, elles sont confinées dans un centre de rétention improvisé à la sauvette. Plusieurs d'entre elles subissent des viols et d'autres formes de violences sexuelles. Celles qui tentent la moindre résistance sont exécutées pour faire peur aux autres. Les délégués d'IPDH sur le terrain rapportent le témoignage d'une de rescapées dont voici un extrait :

*« Nous étions au marché lorsque nous avons appris la présence des membres du MPIGO dans la ville, nous avons donc essayé de fuir pour rejoindre la maison. Nous étions six femmes du quartier à faire chemin pour rentrer chez nous. Quand nous sommes arrivés à l'entrée de notre quartier nous avons rencontré des hommes en armes. Certains d'entre eux nous ont arrêtés et conduits sous un grand manguier où se trouvaient déjà d'autres femmes. Nous avons aussi aperçu dans une voiture de marque Peugeot, un nombre important d'hommes entassés dans le véhicule et qui ont ensuite été conduits vers une destination inconnue. J'ai reconnu parmi eux mon mari. Je me suis mis à crier. Mais tout de suite après, ils nous ont amenées dans l'école primaire qui n'était pas loin. Là, il y avait un de leurs chefs dont*

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

*je ne connais pas le nom mais que je peux bien reconnaître. Il demanda à ce qu'on m'amène avec deux autres filles dans une salle, ils étaient deux et ils nous ont forcées à coucher avec eux, les armes à la main (...) D'autres filles ont subis le même sort de la part des soldats une fois la nuit tombée...».*

L'opération est considérée comme un drame humanitaire. Les images des exécutions sommaires ainsi que de l'incendie de plusieurs sites culturels et religieux dans le village passent en boucle sur les chaînes de télévision étrangères. Certains de ces sites auraient été considérés comme « sataniques » par certains soldats ; leur destruction permettrait de briser la résistance spirituelle de l'adversaire. Les organisations de défense des droits de l'homme présentes sur le terrain documentent également un nombre important de viols et de violences sexuelles à l'égard de femmes. Certains hommes aussi en auraient été victimes. De même, un ensemble des personnes enlevées dans le village sont jusque là restés introuvables. Les proches des certains d'entre elles auraient entrepris des démarches et demandé des renseignements auprès des postes de police de la place pour obtenir de leurs nouvelles. Mais n'auraient obtenu aucune information sur les circonstances de ces disparitions ainsi que sur le sort des intéressés. La police aurait répondu ne pas disposer de moyens suffisants pour aller à la recherche des ces supposés disparus. La plupart des organisations concernées lancent des appels à la poursuite et à la répression de ces crimes. Le Procureur de la Cour pénale internationale se dit inquiet par les événements en cours au Southeros et affirme que son bureau suit attentivement la situation.

Après cet épisode, le Mouvement poursuit son avancée vers la capitale, d'autres exactions contre des civils et des membres de forces adverses (Samoa) désarmés se produisent. De nombreux cas de violences sexuelles font l'objet de soins dans des centres médicaux mis en place par la croix rouge locale. Les troupes gouvernementales en déroute, la prise de la capitale n'était plus qu'une question d'heure. La force internationale dernièrement envoyée sous les auspices de l'OCP pour « protéger la population civile » affiche une certaine impartialité. Son chef affirme qu'elle est neutre et ne s'interposera pas entre les belligérants. Le 20 septembre au soir, les troupes du MPIGO font leur entrée dans la capitale, elles assiègent la présidence, dernier bastion de résistance. Entre temps le Président Fred Mania avait eu le temps de s'échapper. Il serait depuis la veille dans un Etat voisin. Ses derniers partisans se rendent.

### **L'accalmie et la stabilisation du pays !**

La conquête militaire du pouvoir avait pour but déclaré d'installer M. Askia dans ses fonctions de Président « conformément à la décision des urnes » aux dires des responsables militaires et politiques du Mouvement. D'ailleurs, depuis le début de cette opération le MPIGO refusait catégoriquement cette appellation. Revendiquant être l'armée loyaliste, il s'est fait passer sous l'appellation d'Armée Patriotique du Southeros Libre (APSL). Celle à la constitution de laquelle avait appelé M. Askia. En effet, dès les premières déclarations faites par les responsables de l'ex-Mouvement rebelle, affirmant une opération imminente pour la prise du pouvoir dans le but de le remettre au Prési (c'est ainsi qu'ils désignaient désormais M. Askia), celui-ci avait clairement appelé l'armée nationale à rejoindre son camp et à déposer son adversaire qui résistait au pouvoir. Il avait été le premier à s'adresser aux forces armées en appelant à la constitution d'une armée Patriotique du Southeros Libre pour faire respecter la décision des urnes. Si quelques membres de l'armée loyaliste ont suivi cet appel et avaient rejoint le mouvement, une importante frange était quand même restée fidèle au Président Fondateur. L'APSL n'était en réalité, dans son ossature, rien d'autre que le MPIGO. Ainsi, le Président Askia fut, par cette action militaire, installé au pouvoir. L'investiture est faite par le Conseil Constitutionnel devant un nombre important d'ambassadeurs et de représentants d'Organisations internationales.

### **Des voix s'élèvent contre l'impunité des crimes de Lama**

Le Président Askia est soupçonné de protéger les auteurs des exactions commises lors de l'assaut lancé par le MPSL. Presque tous les chefs militaires du MPIGO sont aujourd'hui officiers supérieurs dans l'armée régulière. Il se raconte également que le Président craindrait des poursuites judiciaires contre

**Kigali, 7 – 12 décembre 2015**

certaines de ces chefs puisqu'elles risqueraient d'entraîner un mécontentement de leur part et une déstabilisation du pays. Pourtant, celui-ci nie en bloc et affirme qu'aucune impunité ne sera encouragée. La pression, tant au niveau interne qu'au plan international, est forte pour que les crimes de Lama soient poursuivis. Le Président, lui, semble plutôt privilégier la voie de la réconciliation et du pardon. Une Commission Vérité et Réconciliation est justement mise en place. Elle rend un rapport et celui-ci propose l'adoption d'une loi d'amnistie. L'Assemblée nationale, sans tarder adopte ladite loi. Selon son article 2 « Au nom de la paix et du pardon, tous les crimes commis durant la période de crise et y étant directement liés ne feront pas l'objet de poursuites pénales ».

Des mois s'écourent. Le Southeros semble plutôt stabilisé. Contre toute attente cependant, le 2 octobre 2015, le Procureur général de la république lance un mandat d'arrêt contre le Lt. Mourou. Le mandat d'arrêt indique lapidairement : « crime de guerre en tant que chef militaire ». Celui-ci est immédiatement arrêté le lendemain dans la capitale. Interrogé sur cette situation, un officier supérieur de l'armée ex membre du MPIGO et réputé proche du Lt. Mourou affirme que les militaires n'entraveront aucunement l'action de la justice. Il affirme par ailleurs faire confiance à celle-ci et croit fermement à l'innocence du Lieutenant. Enfin, il déclare que des mesures disciplinaires ont déjà été prises contre les auteurs des quelques débordements enregistrés lors de l'assaut pour la prise de la capitale.



Kigali, 7 – 12 décembre 2015

## Epreuve

Aux termes du Code de Justice militaire du Southeros, la Cour d'assise militaire est exclusivement compétente pour les crimes commis en temps de guerre. Dans des conditions déterminées par la loi, des non militaires peuvent siéger dans ces juridictions.

Le Lieutenant Mourou est accusé de crime de guerre ainsi qu'il ressort dans le mandat d'arrêt à lui notifié. Voici ce qui vous est demandé cumulativement :

1) Vous êtes conseil juridique, spécialiste du Droit international humanitaire (DIH) et du Droit international des droits humains (DIDH). Vous êtes membre de l'équipe du Procureur général. Il vous est demandé de rédiger un mémoire dans lequel vous exposez l'ensemble de vos griefs ainsi que des arguments juridiques soutenir la culpabilité du Lt. Mourou. Merci de relever, dans votre argumentaire, les différents chefs d'accusation de crime de guerre tout en démontrant en quoi la responsabilité de l'accusé peut être mis en jeu sous la forme de la responsabilité du chef militaire conformément à la forme de responsabilité précisé dans le mandat d'arrêt.

2) Vous êtes membre de l'équipe de la défense, spécialiste du DIH et du DIDH, il vous est demandé de rédiger un mémoire en défense dans lequel vous exposez les moyens visant à écarter la culpabilité du Lt. Mourou. Merci de bien vouloir, en fonction des différents chefs d'accusation, montrer en quoi votre client n'est pas responsable en tant que supérieur militaire.

Les deux mémoires, qui n'excéderont guère dix (10) pages chacun, doivent être reçus au greffe de la Cour d'assise militaire au plus tard le 20 novembre 2015. Les audiences sont prévues du 7 au 11 décembre 2015. Par ailleurs, dans l'élaboration de leurs écritures, les équipes doivent impérativement épuiser tous les moyens juridiques (de procédure s'il y en a, comme de fond) disponibles. Même lorsqu'elles estiment que certains de ces moyens sont suffisants pour appuyer leurs conclusions, elles s'emploieront néanmoins à exposer à titre surabondant les autres moyens disponibles dans le cas. Elles ne devront toutefois s'en tenir qu'aux faits tels qu'exposés sans en adjoindre ni en soustraire pour les besoins de leurs démonstrations.

### **N.B :**

- ✓ Le Southeros est partie aux 4 Conventions de Genève et à leurs 3 Protocoles additionnels depuis son accession à l'indépendance.
- ✓ Il est aussi partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et économiques, sociaux et culturels de 1966, à la Charte africaine de droits de l'homme et des peuples, ainsi qu'à la Convention des Nations Unies sur les disparitions forcées.
- ✓ Il a également adhéré au Statut de Rome le 02 août 2015.
- ✓ La Constitution du Southeros dispose :
  - Article 62 : « Les juridictions civiles et militaires du Southeros appliquent les traités internationaux dûment ratifiés ».
  - Article 65 : « Les traités et accords internationaux régulièrement conclus ont dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque traité ou accord, de son application par l'autre partie ».

*Précision d'ordre général :* toute ressemblance, dans ce cas fictif, à un lieu ou à des personnes, institutions, situation réels ou existants n'est que fortuite et pure coïncidence.